

Forum : Forum Citoyen sur la Migration

Thématique : Face au vieillissement des pays du Nord, les jeunes migrants sont-ils la solution ?

Nom du Citoyen: Côte Creignou-Terrier

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire • Avec enfants, si oui combien : 5	Niveau d'étude • Primaire ○ Secondaire ○ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Côte Creignou-Terrier, j'ai 38 ans, et je suis creuseur en République Démocratique du Congo. Je suis né dans la Province de la Tshuapa, à Boende, une ville où les possibilités d'emplois sont très faibles. J'ai commencé à travailler dans les mines à l'âge de 11 ans pour subvenir aux besoins de mes parents. Puis j'ai fondé une famille et j'ai dû redoubler d'effort pour assurer un avenir à mes enfants. Face à de nombreuses difficultés économiques, il y a un an, nous avons pris la décision avec mon fils aîné de partir à Kolwezi, pour trouver un travail fixe et mieux rémunéré dans l'objectif de créer un foyer stable pour accueillir ma femme et mes quatre autres enfants, leur assurant une éducation.

Malgré notre volonté, mon fils et moi peinons à gagner notre vie, à Kolwezi, l'un des principaux centres miniers de la République Démocratique du Congo, de nombreuses multinationales se sont installées et dominent dès à présent le marché. Leur but est de maximiser leur profit, elles optent alors pour de grandes mines industrielles où la main d'œuvre doit être qualifiée, à cause de notre arrêt précoce scolaire, ces emplois nous sont inaccessibles. Nous passons alors par des intermédiaires pour réussir à vendre les minerais extraits après de longues et laborieuses journées. Cependant, ces intermédiaires nous sous-payent en profitant du manque d'information sur les prix.

Je fais aujourd'hui face à une complète impuissance face à la vie de famille que je dois endosser et je partage cela avec des milliers d'autres individus, ayant chacun leur propre histoire. Nous sommes 200 000 personnes, dont mon fils, travaillant chaque jour dans des conditions intolérables pour un secteur où les pratiques de corruption et d'exploitation sont bien présentes, pourtant nous contribuons à l'essor que connaît la République Démocratique du Congo, car nous savons que ce pays produit plus de 70 % du cobalt mondial, que l'industrie minière représente 95 % de ses recettes d'exportation et environ un quart de son PIB.

De plus, on nous répète chaque jour, que des pays du Nord confrontés au vieillissement démographique et aux pénuries de main-d'œuvre ont besoin de travailleurs comme nous.

Cependant, dans notre situation actuelle, nous ne voyons aucune réelle action de la part de ces Etats pour nous permettre d'aller y travailler.

Pour accéder à ces opportunités et lorsque nous n'avons pas les moyens financiers, nous devons parfois effectuer de longs voyages dans des conditions inhumaines et de façon illégale, sans être certains d'une intégration sociale et professionnelle dans le pays d'accueil. Nous ne savons pas si les emplois nous garantissent des conditions de travail et de rémunération meilleures qu'en République Démocratique du Congo, alors nous nous questionnons alors sur l'intérêt d'un tel risque.

Pourtant, l'émigration vers un pays du Nord, pour moi, se présente comme une solution envisageable afin de permettre à mon fils aîné et mes autres enfants d'être scolarisé et d'avoir davantage de possibilités en termes d'emploi et d'avenir.

Partir travailler dans un pays du Nord entraîne aussi à me séparer encore plus de ma femme et de mes 4 enfants, ne sachant même pas s'ils auront la possibilité de nous rejoindre lorsque mon fils et moi seront installés de façon stable, cette option me projette dans un futur incertain.

La difficulté que je rencontre à quitter mon pays et à en intégrer un autre qui semble pourtant avoir besoin de main-d'œuvre tel que je peux fournir, représente un paradoxe. Le besoin des pays du Nord est bien réel mais il ne faut pas exploiter les migrants en les considérant comme de simples ressources destinées à régler les problèmes nationaux. C'est pour cela que je suis persuadé qu'une politique d'immigration renforcée pourrait répondre à une pénurie de main-d'œuvre en permettant l'insertion professionnelle et sociale des migrants.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

A mon échelle, je crois qu'une meilleure valorisation des migrants est une solution pour permettre de dynamiser certains secteurs et aider les millions de migrants dans le monde. Nous savons que la demande de main-d'œuvre est particulièrement importante dans des domaines très précis, comme la santé, la construction et l'industrie, je pense qu'il est important de faciliter l'orientation des migrants dans les zones géographiques et leur permettre d'évoluer dans des emplois rémunérés et légaux.

Nous savons que très souvent, certains individus, pour quitter leur pays d'origine ou simplement déménager à des endroits où ils trouveront de meilleure condition de vie, doivent effectuer de longs voyages difficiles et quelques fois dans l'illégalité. Les entreprises pourraient alors lancer des appels d'offres internationaux régis et en partie financés par l'Etat, et permettre la migration d'individus. Ils seront ensuite encouragés à signer un contrat, contrôlé par l'Etat, avec l'entreprise. Cela garantira aux entreprises, des salariés formés au travail demandé et aux migrants, un emploi stable. Ces entreprises seront de plus valorisées par des réductions d'impôts pour avoir permis à des personnes de refaire leur vie.

La séparation de foyer doit également être soulignée, une nouvelle politique peut être mise en place permettant aux personnes en situation financière et professionnelle stable et pleinement intégrées de faire rejoindre leur famille dans le pays d'accueil. Le statut de « stabilité économique » sera établi par des professionnels sociaux à la suite d'entretien financé par l'Etat.

Nous faisons aussi face à un manque de compétences techniques pour accéder à des postes pourtant disponibles. La mise en place de stage d'apprentissage en entreprise pourrait faciliter la création de nombreux emplois, comme en République Démocratique du Congo, dans les mines industrielles où il est nécessaire d'avoir des ouvriers qualifiés dans le pilotage d'engins miniers.

J'encouragerais aussi la création d'une organisation non-gouvernementale donnant la parole aux migrants, cela aiderait le dialogue entre les Etats accueillant et les personnes issues de l'immigration, pouvant ensuite amener à des solutions communes. Chaque ONG présente dans un pays d'accueil peut mettre en place des « conseils de migrants » composés de plusieurs profils de migrants, comme ceux arrivés récemment ou encore ceux installés depuis une plus longue durée. Ce conseil se pencherait sur les enjeux auxquels les migrants peuvent faire face. Ces conseils se réuniraient régulièrement afin d'identifier les difficultés rencontrées par les migrants et de formuler des recommandations. Pour permettre l'échange entre les gouvernements et l'ONG, un rapport sera rédigé à l'issue des conseils de migrants. De plus, l'ONG pourra être sollicitée durant des commissions d'enquête ou réunions gouvernementales portant sur les politiques migratoires. Pour permettre la mise en place de prévention, l'ONG pourrait intervenir en milieu scolaire ou professionnel afin de sensibiliser les élèves et travailleurs aux réalités vécues par les migrants.